Le grenier d'Anvers. Vie privée et stratégies de survie sous l'Occupation

Claudine Anne Giacchetti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/892>
DOI : 10.4000/cmc.892
ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2020
Pagination : 255-277
ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Claudine Anne Giacchetti, « Le grenier d'Anvers. Vie privée et stratégies de survie sous l'Occupation », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 14 | 2020, mis en ligne le 01 novembre 2020, consulté le 07 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/892> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.892>

Le grenier d’Anvers

Vie privée et stratégies de survie sous l’Occupation

Claudine Anne Giacchetti

Dans les premières années du XX^e siècle, de nombreuses familles juives de l’Empire russe, chassées de leurs foyers par les lois d’exclusion et par la violence des persécutions, mais aussi, pour beaucoup, par l’indigence, firent le choix de l’émigration vers la France. C’est ce que fit Yossif Witorz, né en 1886 dans une famille de petits commerçants installée à Bialystok, ville industrielle de Biélorussie dont la population juive composait la majorité des habitants. Il arriva à Paris en 1909, suivi par son frère Léon. Ils connurent tous deux la trajectoire assez typique de cette première génération d’immigrés juifs, d’abord employés dans les fabriques de gemmes synthétiques très nombreuses dans les années 1900, puis installés dans le négoce de pierres précieuses et semi-précieuses jusqu’à l’arrivée de la Seconde Guerre mondiale.

Leur sœur Sarah, dite Sonia, vint en France en 1913, à l’âge de 19 ans ; puis, dernière étape de la migration familiale, ce fut le tour des parents Aïzik et Tsipa Witorz, qui rejoignirent leurs trois enfants en 1919. Il fut immédiatement décidé qu’ils s’installeraient en Belgique, à Anvers, où ce couple d’une soixantaine d’années pourrait plus facilement qu’en France rejoindre une communauté religieuse et linguistique qui correspondait mieux à leurs habitudes de vie. Sonia, toujours célibataire, les accompagna en Belgique.

Sarah, dite Sonia, Vitorge (archives privées).

Anvers, ville d'accueil

À Anvers, le couple et leur fille ouvrirent un commerce de gros en bijouterie fantaisie et l'entreprise fut inscrite au registre du commerce sous le patronyme francisé en « Vitorge », également adopté en France par les frères de Sonia. En contraste avec les nouveaux immigrants juifs qui, au début du XX^e siècle, arrivaient à Anvers dans le mouvement migratoire de transit vers

l'Amérique, cette famille de trois personnes n'eut jamais l'intention de quitter la ville flamande. Ils y jouissaient de plusieurs avantages : un réseau familial déjà bien structuré en France, en Belgique et en Pologne, et l'expérience du négoce. Les fonds nécessaires à leur installation provenaient des frères Vitorge, Yossif et Léon, dont la petite affaire, créée à Paris une décennie plus tôt, était florissante. Sur place à Anvers, la belle-famille de Léon travaillait dans le négoce du diamant, ce qui facilita l'installation des Vitorge de Belgique, parmi les artisans et les petits commerçants du quartier de la rue du Pélican (Pelikaanstraat).

Anvers occupait dès le début des années 20 une place dominante dans le marché mondial du façonnage et de la vente du diamant. En marge de cette industrie, et nourri par elle, le marché des « brillants » provenant du diamant de qualité inférieure, ainsi que le commerce du bijou fantaisie s'y étaient développés. Sonia et ses parents y virent une opportunité à saisir. Ils ouvrirent leur magasin au 110 de la rue du Pélican, puis au 96 de la même rue, où ils firent l'acquisition du local et de l'appartement à l'étage.

Les Vitorge de Belgique menèrent pendant deux décennies une vie bourgeoise, solidifiant leur assimilation grâce aux liens de sociabilité et de bons services avec leurs voisins et leurs clients. Il est très vraisemblable que Sonia a acquis la nationalité belge à la fin des années 1920¹, suivant en cela l'exemple de sa famille restée à Paris, qui avait obtenu la naturalisation française en

¹ Aucun document concernant sa naturalisation n'a été conservé. Il existe cependant, dans les archives policières dites « Fonds de Moscou », un « formulaire confidentiel » établi par le chef de poste du consulat de France à Anvers lors d'une demande de visa faite par Sonia en avril 1939. Ce document stipule que la requérante, de confession « israélite », est titulaire d'une « carte d'identité belge définitive, N 55.567 ». Ces archives françaises ont été saisies par les forces d'occupation en 1940. (Document transmis par Luc Vitorge, petit-neveu de Sonia Vitorge).

1927. Cette démarche va s'avérer essentielle pour les Juifs de Belgique et de France pendant la période de l'occupation allemande, car dans un premier temps, les Juifs nationaux bénéficiaient d'une protection que n'avaient pas les étrangers, même si, dans l'optique de la « solution finale », ces distinctions n'auraient plus aucune importance. La citoyenneté est d'ailleurs un facteur qui explique la différence entre le nombre élevé de Juifs déportés de Belgique et celui bien plus faible de déportés venant de France, car si plus de la moitié des Juifs de France étaient citoyens français, ce n'était pas le cas pour la Belgique où « la majeure partie de la population juive – sans doute près de 95 % – n'a pas la nationalité belge à la veille de la Seconde Guerre mondiale »².

Ce statut d'appartenance nationale s'inscrit dans la liste des « ressources sociales » des foyers comme celui de la famille Vitorge. On verra comment ces ressources vont intervenir dans la crise humanitaire de grande envergure qui va affecter l'ensemble des Juifs d'Anvers sous l'Occupation. On s'interrogera sur les décisions prises par des particuliers tels que Sonia et ses parents dans ce contexte. Pour retracer leurs démarches et leurs choix, il a été nécessaire de s'appuyer sur les documents de succession tels que le testament de Sonia et les actes notariés qui suivirent son décès en 1973, ainsi que sur les papiers personnels de ses frères, et enfin sur des sources orales, Sonia n'ayant elle-même laissé aucun témoignage.

Le présent travail a en effet été réalisé à partir d'archives non publiées d'histoire orale, retraçant le parcours de plusieurs familles juives déplacées ou cachées en France et en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale. Afin de documenter le rôle

² Fr. Seberechts, « Les Juifs en Belgique durant l'entre-deux-guerres », in R. Van Doorslaer (éd.), *La Belgique docile, Les autorités belges et la persécution des Juifs en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, 2007, p. 52.

des femmes dans ces trajets de vie, l’auteur a, entre 2009 et 2017, réalisé une série d’entretiens avec une dizaine de survivantes, parmi lesquelles la nièce de Sonia, Edith Vitorge, née en 1924, qui a vécu la période de la guerre en France. Les papiers conservés par celle-ci (pièces administratives, journaux et correspondance) constituent le support matériel de cette enquête orale. En recoupant les résultats d’interviews et les écrits provenant des divers acteurs de son milieu familial, il a été possible d’établir le profil biographique de Sonia Vitorge afin de donner une voix à ce témoin muet des années noires de l’Occupation à Anvers.

Situations complexes d’urgence

La « spécificité anversoise » est un fait reconnu par les historiens de la Shoah. Lieven Saerens, dans son livre *Étrangers dans la cité*, fait état du nombre très élevé de déportés juifs provenant de la ville portuaire et, à la suite de Maxime Steinberg, il analyse la participation des instances politiques locales à la traque des Juifs d’Anvers, alors que les autorités bruxelloises furent bien plus réticentes à collaborer avec les Allemands³. Le pouvoir non centralisé et de ce fait « cloisonné » en Belgique permit la mise en place de mesures particulièrement répressives contre les Juifs d’Anvers, comme le souligne aussi l’historien Herman Van Goethem : « La ligne de conduite quant à l’exécution des ordres et ordonnances allemands dépend [...] quasi exclusivement des choix opérés au niveau local. »⁴ Le *Rapport final* qui fut rédigé entre 2004 et 2007 pour le gouvernement belge, *La Belgique docile*, abonde dans ce sens : le grand Anvers, selon ses auteurs, était dirigé par des hommes

³ L. Saerens, *Étrangers dans la cité : Anvers et ses Juifs (1880-1944)*, Bruxelles, 2005.

⁴ H. Van Goethem, « La convention de La Haye, la collaboration administrative en Belgique et la persécution des Juifs à Anvers, 1940-1942 », *Cahiers d’Histoire du Temps présent* 17, 2006, p. 135.

appartenant à la « mouvance collaborationniste »⁵. À leur tête, le bourgmestre Leo Delwaide, proche des milieux nationalistes, apporta son soutien actif non seulement à la politique allemande mais aussi aux préparatifs des déportations. Il revient à Maxime Steinberg et à Lieven Saerens d'avoir établi de façon incontestable l'implication de la police anversoise dans les rafles des Juifs⁶.

Saerens retrace l'activité, dans les années 30, d'organisations d'inspiration nationale-socialiste, qui font d'Anvers « le berceau des organisations nazies et antisémites »⁷ en Belgique. Selon lui, la société anversoise dans son ensemble était particulièrement réceptive à l'idéologie xénophobe et antisémite propagée par les mouvements d'extrême droite bien avant le début de l'occupation allemande⁸. Cette situation très particulière fut-elle clairement perçue comme menaçante par Sonia et ses voisins ? Sonia n'en parla jamais à sa famille parisienne qui lui rendait visite chaque année pendant les vacances scolaires. Sa nièce Edith – interrogée à ce propos – se souvient d'un antisémitisme tout à fait présent et ressenti, mais toléré, que sa famille vivait plutôt comme une incivilité. Les Vitorge, des gens « de gauche », s'effrayaient surtout, dans ces années d'avant-guerre, de la montée de l'anticommunisme.

⁵ N. Wouters, « La chasse aux Juifs, 1942-1944 », in R. Van Doorslaer (éd.), *La Belgique docile...*, *op. cit.*, p. 525.

⁶ M. Steinberg, *L'Étoile et le fusil*, Bruxelles, 1983, 3 vols., et L. Saerens, *Étrangers dans la cité...*, *op. cit.*

⁷ L. Saerens, « Les milieux antisémites anversois : portraits de “chasseurs de Juifs” avant et durant la guerre », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* 12, 2016, p. 35.

⁸ L. Saerens, « Antwerp's Attitude Toward the Jews from 1918 to 1940 and Its Implications for the Period of the Occupation », in D. Michman (éd.), *Belgium and the Holocaust*, Jerusalem, 1998, p. 167.

À la suite de la loi de juin 1941 prescrivant le recensement des Juifs sur la totalité du territoire français, les Vitorge de France qui jusqu'alors se croyaient en relative sécurité dans la zone non occupée où ils s'étaient réfugiés, prirent la décision de ne pas se faire enregistrer, et entrèrent *de facto* dans l'illégalité. Leur stratégie était de « passer » pour des non-Juifs, de se cacher tout en se montrant, de se rendre invisibles tout en restant actifs dans la vie civile. Ils avaient connu, en s'établissant dans le sud de la France, un répit de courte durée qui leur permit d'organiser leurs stratégies de survie. Mais pour Sonia et ses parents, la situation était tout à fait différente. La mise en place du dispositif d'exclusion et de spoliation de la population juive se fit sur l'ensemble du territoire belge dès la fin de 1940, par l'ordonnance allemande prescrivant le recensement des Juifs.

La distribution des étoiles jaunes fut un pas de plus dans le programme d'exclusion des Juifs. L'historienne Insa Meinen a noté que le décret d'application de cette mesure infamante, en mai 1942, fut très mal reçu par les autorités belges, principalement à Bruxelles⁹. Mais à Anvers, 15.000 étoiles furent distribuées par le service d'état civil de la ville, sur un total de 18.000, signe qu'une immense majorité de Juifs anversois accomplirent cette démarche « administrative » dans le respect de la loi¹⁰. Sonia et ses parents, comme tant d'autres, se présentèrent pour retirer la leur. Le port de l'étoile deviendra le symbole le plus flagrant de l'ostracisme des Juifs dans tous les domaines de la vie civile, et un moyen de repérage idéal pour les futures arrestations. L'étoile de Sonia, trouvée dans ses affaires après son décès, a été conservée dans les archives familiales des Vitorge. On ne peut savoir si l'insigne a été porté par Sonia, malgré son apparence neuve, car il se vendait par bandelette de

⁹ I. Meinen, *La Shoah en Belgique*, Waterloo, 2012, p. 34.

¹⁰ H. Van Goethem, « La convention... », *op. cit.*, p. 168.

trois étoiles, mettant à sa disposition une étoile de « rechange »¹¹. L'historienne Laurence Schram note cependant que « dès le début de la distribution de l'étoile de David, un mouvement de désobéissance se développe au sein de la population juive »¹². La menace de déportation pour non-respect du port de l'étoile n'a pu qu'amplifier le sentiment d'urgence qui a précipité Sonia vers la clandestinité.

Il est certain que bien avant l'été meurtrier de 1942, les habitants du quartier de la rue du Pélican avaient en main tous les éléments pour comprendre leur vulnérabilité et la menace qui pesait sur eux. Déjà en août 1939, une émeute antijuive¹³ avait secoué le quartier de la gare. Deux ans plus tard, les 14 et 17 avril 1941, de nouveaux troubles antisémites eurent lieu, le « pogrom » d'Anvers, au cours duquel s'accomplirent de nombreux actes de vandalisme¹⁴. Cette violence de rue ne pouvait pas passer inaperçue aux yeux des Vitorge, à qui ces actions rappelaient, disaient les parents, les anciens pogroms de Bialystok.

Sonia a certainement été témoin de deux « rafles », en août et en octobre 1941, qui furent exécutées par des agents des douanes, les *Devisenschuttkommandos* ou DSK, spécialisés dans la saisie forcée des devises et des diamants, assistés par la Gestapo. Ces raids eurent lieu au Cercle diamantaire, le *Diamantkring*, et à la Bourse du diamant, situés dans la rue du Pélican, à quelques mètres de la boutique de Sonia. Impossible pour elle de n'avoir rien remarqué, car la rue avait été bloquée par la police afin de

¹¹ L. Schram, « La distribution de l'étoile », in J.-Ph. Schreiber (éd.), *Les Curateurs du ghetto. L'Association des Juifs en Belgique sous l'occupation nazie*, Bruxelles, 2004, p. 271.

¹² *Ibid.*, p. 274.

¹³ L. Saerens, « Les milieux antisémites anversoises... », *op. cit.*, p. 32.

¹⁴ L. Saerens, *Étrangers dans la cité...*, *op. cit.*, p. 665-673.

sécuriser le pillage intégral des locaux¹⁵. Ces deux « missions » ne sont pas anodines, et il ne s'agit pas tout simplement d'une razzia chez les diamantaires. Selon l'historienne Insa Meinen, le rôle des DSK dans la traque des Juifs dépassait largement leur travail de contrôle des devises¹⁶, car ils seront impliqués dans l'arrestation des Juifs de Belgique en fuite. Ce que Sonia a pu voir dans ces raids est un prélude aux rafles de l'année suivante, celles qui ont permis l'arrestation, dans un périmètre très limité – quelques rues à quelques minutes de chez elle – d'environ 3.500 personnes.

Selon Maxime Steinberg, c'est après ces grandes rafles de l'été 1942 que les Juifs anversois firent le choix de la « rupture avec la légalité »¹⁷. Sonia avait échappé à ces arrestations massives des 15 et 28 août et à celles des 11 et 12 septembre 1942, mais depuis longtemps son « exposition » était totale et elle était confrontée au quotidien à la hargne antisémite des « chasseurs de Juifs » anversois, encouragés par les ordonnances antijuives. Sonia était simplement passée à travers les « mailles du filet » parce que sa rue n'avait pas été incluse dans les ordres de perquisition.

Avant les arrestations massives de l'été 1942, ce sont surtout les mesures administratives qui avaient inquiété Sonia et ses parents, car elles menaçaient leur activité commerciale, au 96 de la rue du Pélican. L'ordonnance du 31 mai 1941 leur avait imposé d'afficher « Entreprise juive » sur leur enseigne et de déclarer l'ensemble de leurs avoirs financiers et de leurs valeurs foncières en vue d'une future expropriation. C'est à ce niveau

¹⁵ É. Laureys, « Le pillage dans le secteur diamantaire en Belgique », *Revue d'histoire de la Shoah* 186/1, 2007, p. 217-248.

¹⁶ I. Meinen, « Facing Deportation : How Jews were Arrested in Belgium », *Yad Vashem Studies* 36/1, 2008, p. 68.

¹⁷ M. Steinberg, « The Jews in the Years 1940-1944: Three Strategies for Coping with a Tragedy », in D. Michman (éd.), *Belgium..., op. cit.*, p. 348.

bureaucratique, bien plus que dans le durcissement des manifestations populaires antisémites, que Sonia et sa famille ressentirent le plus fortement qu'ils entraient dans ce que l'on a appelé depuis une « situation complexe d'urgence ».

Ce terme, en anglais *Complex emergency situations*, est emprunté à la terminologie utilisée par les agences spécialisées de l'ONU. Développé dans les années 90, il définit une situation de crise humanitaire dans un pays, une région ou une société qui entraîne des déplacements forcés de population, des violences extrêmes, le « nettoyage ethnique » ou le génocide, l'entrave à la prestation d'aide humanitaire, et une dégradation générale de la sécurité civile¹⁸. Les méthodes de recherche des statisticiens et des épidémiologistes sur la survie dans ces situations d'urgence ont été appliquées à l'étude des chances de survie de la population juive de certaines municipalités pendant la Seconde Guerre mondiale. Leurs calculs apportent la preuve que les taux de survie étaient directement liés aux circonstances et aux caractéristiques des groupes sociaux dans leur lieu de vie.

À Anvers, l'été 1942 correspond à une période d'intensification des mesures antijuives assez fortement ressenties pour apporter le « déclic » dans la conscience qu'avait Sonia de sa situation d'urgence et pour la faire basculer dans la clandestinité. Malgré la totale ignorance dans laquelle elle vivait de l'ampleur de la catastrophe qui engloutissait la population juive d'Europe, elle existait dans une atmosphère suffisamment alarmante pour envisager de “disparaître” au plus vite. Elle a donc pris la décision d'entrer dans l'illégalité en se cachant, au même moment que la plupart des Juifs d'Anvers qui en avaient la possibilité : soit après la distribution des étoiles jaunes en juin 1942, soit juste après les rafles d'août-septembre 1942.

¹⁸ D. Keen, *Complex Emergencies*, Cambridge UK, 2008.

Le capital social

Au début de la guerre, en septembre 1940, Sonia et ses parents avaient reçu une carte postale de leur famille réfugiée au Grau-du-Roi, une petite ville côtière située à une cinquantaine de kilomètres de Nîmes. Cette carte a une importance capitale, car elle donne une adresse en France. Plusieurs membres belges de la famille par alliance de Sonia, les beaux-frères et belles-sœurs de son frère Léon, eux aussi avertis par la même voie, ont immédiatement pris des dispositions pour rejoindre la famille Vitorge en zone libre. Au total une dizaine de personnes, dont plusieurs mineurs, prennent la route vers la France. Les risques ne sont pas anodins, car il faudra franchir la ligne de démarcation, entrée en vigueur en juin 1940, dont le passage est interdit aux Juifs. Mais c'est la période de l'exode général vers la zone sud, un moment sûrement plus propice à la mobilité. Pour ces familles, Grau-du-Roi ne sera qu'une étape dans leur long périple vers le Brésil et la Bolivie où elles s'établirent.

Sonia, cependant, prend la décision de ne pas rejoindre ses frères en France. Ses parents octogénaires n'auraient pu ni faire le long voyage ni rester seuls en Belgique. D'ailleurs le père, Aïzik, meurt au cours de l'année 1941. À présent coupée de ses proches, Sonia se retrouve seule. Le solide groupe familial d'avant-guerre, ses frères mais aussi ses cousins de Pologne et de Bohême qui avaient alimenté le stock de son magasin, s'est soudain désagrégé. Elle ne peut plus compter que sur les ressources efficaces qu'elle a su mobiliser depuis son installation à Anvers, une vingtaine d'années plus tôt, son « capital social ». Ce terme a été défini par le sociologue Pierre Bourdieu comme « l'ensemble des ressources liées à la possession d'un réseau

durable de relations »¹⁹. C'est une notion qui a toujours intéressé les historiens de la Shoah, en particulier dans l'étude des réseaux clandestins de résistance et des organismes de secours tels que l'Œuvre de Secours aux Enfants (OSE)²⁰. Mais ce sont les études démographiques et épidémiologiques qui ont montré combien ces ressources sociales furent déterminantes dans la survie des individus juifs pendant l'occupation nazie.

Utilisant des techniques statistiques avancées qui permettent de calculer les taux de victimation, Peter Tammes, chercheur en sciences de la santé, a démontré que « les groupes culturels et socio-économiques ne présentent pas les mêmes risques de mortalité pendant une situation complexe d'urgence »²¹. Dans la population juive des Pays-Bas, où le taux de survie est assez proche de celui d'Anvers, il a étudié dans quelles catégories sociales le risque était le plus élevé. Ses résultats montrent de façon irréfutable que les femmes n'étaient pas plus persécutées que les hommes, que les célibataires et les non-religieux avaient de meilleures chances de survie, que les classes plus aisées et les moins de 50 ans étaient des groupes moins vulnérables. Pour ce qui concerne les Juifs nationaux, leur chance de survie était bien plus élevée à Anvers qu'à Amsterdam et Tammes attribue cette différence à la composition de la population immigrée dans les deux villes.

Naturalisée belge, Sonia bénéficiait par rapport à nombre de ses coreligionnaires étrangers d'avantages économiques et so-

¹⁹ P. Bourdieu, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales* 31, 1980, p. 2-3.

²⁰ K. Hazan, *Le sauvetage des enfants juifs pendant l'Occupation dans les maisons de l'OSE 1938-1945*, Paris, 2009.

²¹ P. Tammes, « Survival of Jews during the Holocaust : The Importance of Different Types of Social Resources », *International Journal of Epidemiology* 36, 2007, p. 333. Ma traduction.

ciaux qui la haussaient dans une catégorie momentanément plus « protégée ». Pour ce qui concerne les autres facteurs de survie cités par Tammes, elle se trouvait également bien placée. Ne s'étant jamais mariée et n'ayant pas d'enfant, elle avait l'avantage d'être sans personnes dépendantes, hormis sa mère. De plus, l'éclatement du réseau familial devenait à présent un atout plutôt qu'une perte, car les séparations familiales étaient un important facteur de survie dans l'hypothèse que présente Tammes²². D'autre part, elle ne fréquentait pas la synagogue, suivant en cela les convictions laïques de ses frères. Elle avait par conséquent cultivé des relations sociales en dehors de la communauté. Âgée de 45 ans en 1940, elle tombait aussi dans la « bonne » tranche d'âge, malgré la charge de sa mère octogénaire. Enfin, elle avait un réseau professionnel large. Sonia appartenait donc à un groupe sociodémographique pour lequel les « facteurs de risque » étaient moindres, et les chances de survie plus élevées que pour d'autres catégories de Juifs à Anvers.

Les analyses quantitatives de Tammes montrent bien que la survie des Juifs n'était pas due au hasard ou à la chance, confirmant, chiffres en main, la thèse avancée par Raul Hilberg dans son livre *Perpetrators, Victims, Bystanders*, publié en 1992²³. Pour le célèbre historien de la Shoah, survivre est un acte délibéré, un effort concerté. Les survivants, dit Hilberg, « eurent de la chance après qu'ils ont cherché à sauver leurs vies »²⁴. Les survivants furent ceux qui utilisèrent de façon efficace et productive les ressources sociales mises à leur disposition par leur appartenance à certaines catégories sociodémographiques. Pendant l'été 1942, Sonia organisa sa survie. Quoiqu'elle n'eût aucun moyen de

²² P. Tammes, « Surviving the Holocaust : Socio-demographic Differences Among Amsterdam Jews », *European Journal of Population* 33, 2017, p. 298.

²³ R. Hilberg, *Perpetrators, Victims, Bystanders: the Jewish Catastrophe*, New York, 1993, p. 188-189.

²⁴ *Ibid.*, p. 190. Ma traduction, italiques dans le texte.

savoir combien il était relativement plus dangereux de fuir que de rester sur place, et que sa connaissance du “terrain” fût limitée, les choix qu’elle fit et qui lui sauvèrent la vie n’étaient pas non plus arbitraires.

Bien que vivant au cœur du quartier juif d’Anvers, et occupée à une activité commerciale essentiellement exercée par des Juifs, Sonia avait de solides contacts en dehors de sa communauté. Installée en Belgique depuis plus longtemps que la majorité des autres Juifs immigrés d’Anvers, elle parlait couramment le flamand et le français, et pouvait plus facilement établir des liens à l’extérieur du groupe restreint de ses parents et de la famille par alliance de son frère Léon. C’est ce que le sociologue Nan Lin appelle les « liens faibles », c’est-à-dire les liens que l’on entretient avec des personnes étrangères à son espace personnel. Ces liens faibles permettent d’obtenir des informations inaccessibles à d’autres, ou de meilleures ressources sociales, et c’est en quelque sorte « la force des liens faibles »²⁵.

Dans une ville où les Juifs étaient de plus en plus isolés et exclus, la mobilisation et le maintien de ces liens faibles étaient cruciaux. Depuis le début de l’Occupation jusqu’à son entrée dans la clandestinité, puis pendant sa vie cachée, c’est l’investissement de Sonia dans ses relations avec les autres, voisins, marchands, clients, connaissances, qui lui ont permis d’échapper à la police et aux dénonciateurs. Cette stratégie fut d’autant plus “payante” que se multipliaient les arrestations individuelles menées par la police allemande qui, selon Insa Meinen, furent bien plus nombreuses que celles des grandes rafles de 1942²⁶. Sonia avait mis à l’épreuve ses liens de proximité pour une

²⁵ L. Nan, « Les ressources sociales : une théorie du capital social », *Revue française de sociologie* 36/4, 1995, p. 692.

²⁶ I. Meinen, « Facing Deportation... », *op. cit.*, p. 45.

guerre de proximité : la traque des Juifs, écrit Meinen, était une « guérilla »²⁷.

« *Bystanders* » : le sauvetage

Sonia n'a jamais été en relation avec les organismes de résistance qui coordonnaient l'évacuation des Juifs, et n'a jamais eu de contacts parmi les réseaux qui menaient la lutte clandestine contre les nazis. Le Comité de défense des Juifs (CDJ), créé en septembre 1942, donc probablement après son passage en clandestinité, ne lui fut d'aucun secours et l'on peut affirmer qu'elle ne bénéficia d'aucune « aide organisée ».

Sonia et ses proches avaient deux préoccupations majeures. La première était le manque croissant de ressources financières, aggravé par le dispositif d'aryanisation économique. La seconde était l'indifférence des Anversois. Raul Hilberg a désigné cette partie de la population non juive qui assistait à la persécution des Juifs sans y prendre part du nom de « *bystanders* », littéralement « ceux qui se tiennent à proximité », qui ne sont ni les auteurs ni les victimes des crimes. Le terme *bystander* est traduit par « témoin » dans la version française du livre de Hilberg²⁸, mais la traduction donnée par Saerens, « spectateurs », me semble plus appropriée²⁹. Parmi cette population, rares furent ceux qui se portèrent au secours des Juifs et, selon Hilberg, les « aidants » (*helpers*) ne prenaient pas eux-mêmes l'initiative des contacts³⁰. De plus, l'aide était souvent occasionnelle et limitée (par exemple, alerter les personnes concernées avant une arrestation prévue), ce qui ne présentait généralement

²⁷ I. Meinen, *La Shoah...*, *op. cit.*, p. 207.

²⁸ R. Hilberg, *Exécuteurs, victimes, témoins : la catastrophe juive (1933-1945)*, Paris, 2004.

²⁹ L. Saerens, *Étrangers dans la cité...*, *op. cit.*, p. 773.

³⁰ R. Hilberg, *Perpetrators, Victims, Bystanders ...*, *op. cit.*, p. 212-213.

que peu de risque pour l'aidant. L'historien Timothy Snyder présente la thèse que les survivants ont presque tous reçu l'aide de la population locale non juive³¹, mais cela ne contredit pas le fait que ce secours était limité.

On peut alors se poser la question suivante : quel était le *degré* d'aide nécessaire à un sauvetage ? Selon l'historien Bob Moore, une redéfinition de la notion de sauvetage (*rescue*) s'impose, basée sur une compréhension plus globale des différents acteurs engagés dans la lutte pour la survie des Juifs : « *The focus on rescuers as a few righteous and well-motivated individuals who helped, when others were indifferent or positively hostile, has served to create a rather skewed historiography and there is an urgent need for reappraisal, both of "rescue" as part of the history of the Holocaust, and also as a facet of the civilian responses to Nazi rule in occupied Western Europe.* »³²

Moore soutient la thèse que les sauvetages individuels comme celui de Sonia furent l'exception et non la règle, car en grande majorité, l'assistance portée aux Juifs venait de nombreux réseaux indistincts qui s'entrecroisaient dans l'ombre, avec des rôles plus ou moins bien définis dans la chaîne de responsabilité³³. Snyder parle quant à lui de la « zone grise » dans laquelle agissaient les personnes qui secouraient les Juifs, non pas des hommes et des femmes aux actions exemplaires et héroïques, mais des sauveurs ordinaires, « accidentels », anonymes. Sonia a probablement rencontré ces « *grey saviors* », car elle n'aurait pas pu vivre cachée pendant deux ans au cœur de la ville d'Anvers sans leur aide. Elle a dit à sa nièce qu'elle sortait de temps à

³¹ T. Snyder, *Black Earth: The Holocaust as History and Warning*, New York, 2015, p. 251.

³² B. Moore, « The Rescue of Jews in Nazi-Occupied Belgium, France and the Netherlands », *Australian Journal of Politics and History* 50/3, 2004, p. 386.

³³ *Ibid.*, p. 388.

autre en compagnie de sa vieille mère, et elle devait bien croiser des curieux, des promeneurs, des badauds, des gens « ordinaires » qui se sont tus.

Certains non-Juifs furent profondément impliqués dans ces sauvetages, et leur aide fut ciblée. Hilberg les appelle les « *selective helpers* »³⁴, des personnes qui secouraient principalement les membres de leur propre cercle familial ou social comme ce fut le cas pour Sonia. En général, le refuge à court terme était la norme et les Juifs cachés se déplaçaient souvent d'une cachette à une autre, pour limiter leur exposition au danger³⁵. Sonia et sa mère furent au contraire hébergées dans un lieu unique, que Sonia appelait son « grenier » et qu'elle comparera à celui d'Anne Frank. Sa logeuse avait pris un engagement à « durée indéterminée », extrêmement risqué.

Sonia n'a parlé de cette femme qui lui donna asile dans sa maison qu'en termes très généraux, et sa famille ne lui demanda aucune explication précise. On comprend mal ce « mutisme » des survivants, l'absence de détails qui a réduit à si peu le récit des Juifs cachés. Edith Vitorge, ainsi que les autres survivantes de sa génération qui ont été interrogées à maintes reprises sur ce sujet, ont toujours donné la même réponse, à savoir qu'il n'y a pas de réponse. Dans l'immédiat après-guerre, la famille Vitorge, dans son ensemble, se préoccupa surtout des nécessaires et difficiles démarches pour récupérer les biens volés et les logements occupés par d'autres familles, puis pour obtenir des dédommagements pour les pertes subies. Les papiers conservés, y compris les documents administratifs des Vitorge, en font état. La reconstruction de leur vie, le retour à eux-mêmes, les *réparations*, constituaient une occupation à temps plein, et cela suffisait pour

³⁴ R. Hilberg, *Perpetrators, Victims, Bystanders ...*, *op. cit.*, p. 213.

³⁵ B. Moore, « The Rescue... », *op. cit.*, p. 392.

détourner l'attention. Les conversations courantes se portèrent ailleurs, et partant, les souvenirs se sont envolés avant d'être inscrits dans la mémoire familiale. Les survivants n'avaient pas encore les outils pour verbaliser leur vécu, se confier à leurs proches, ou participer à la transmission de leur expérience. Pour la famille Vitorge, cela changea dans les années 80, quarante ans après la guerre. En 1983, à l'âge de 59 ans, Edith se mit à l'écriture de ses souvenirs de l'occupation allemande. C'était la décennie qui ouvrait « l'ère du témoin » et la collecte à grande échelle des récits de vie. Mais Sonia, comme ceux de sa génération, est morte trop tôt (1973) pour que son témoignage ait été recueilli ou même entendu. Elle a vécu dans la société du silence et du déni, bien avant l'âge de l'écoute : « *The survivor had no audience* », écrit Hilberg³⁶.

On sait donc très peu de choses sur la protectrice de Sonia, et il a fallu procéder à un travail de fouille parmi les documents annexes, les témoignages secondaires, et même les « légendes » familiales. Tous ces éléments auxiliaires constituent un faisceau de données concrètes sur l'environnement de Sonia. Mais peut-on identifier celle qui lui sauva la vie ?

Le 8 août 1973, Sonia rédigea un testament qui est signé par une certaine madame Van Gysel, habitant Prins Leopoldstraat, tout à côté du Jardin botanique, non loin de la rue du Pélican. Cette femme était la seule personne dont Sonia était restée proche dans les dernières années de sa vie et que, dans son testament, elle appelle « mon amie ». Madame Van G. resta, jusqu'à la mort de Sonia, le 26 août 1973, sa plus fidèle compagne. Elle était également bijoutière, et Sonia, qui était grossiste, l'avait eu comme cliente avant d'être son amie. Madame Van G. a-t-elle offert à Sonia un espace aménagé de sa

³⁶ R. Hilberg, *Perpetrators, Victims, Bystanders ...*, op. cit., p. 190.

maison ? A-t-elle au moins participé à son sauvetage en lui donnant accès à une cachette ou en organisant sa vie clandestine ? C'est une probabilité, accréditée par sa nièce Edith, mais il est impossible d'en avoir la preuve formelle.

Lorsqu'un sauvetage est organisé, se pose la question des moyens financiers : « L'un des obstacles majeurs pour franchir le pas vers l'illégalité, écrit Insa Meinen, résidait dans le fait de réunir assez d'argent pour payer le loyer et de quoi vivre. »³⁷ L'historienne souligne qu'un grand nombre de personnes cachées appartenaient à la classe des artisans et des ouvriers, d'autant plus appauvris qu'ils ne pouvaient plus exercer leurs professions. Les Juifs plus fortunés, comme Sonia, n'avaient pas non plus à leur disposition des ressources importantes, car eux aussi avaient été exclus de la vie active. Sonia avait dû cesser son activité lors de la liquidation forcée de son entreprise, à la fin de l'année 1941.

On possède des informations fiables sur ses ressources financières au début de l'Occupation. Dans leur commerce de bijoux et de gemmes, la famille – en France comme en Belgique – vivait dans un milieu où les transactions étaient exclusivement basées sur la confiance réciproque et les échanges en espèces ou en nature. Par conséquent, ni Sonia ni ses frères Yossif et Léon ne possédaient de compte en banque, et ils conservaient leurs liquidités à domicile ou dans des coffres-forts. C'est ainsi qu'au moment de leur fuite vers le sud de la France, juste avant l'exode de juin 1940, les deux frères de Sonia avaient récupéré les devises et surtout les pierres précieuses qui leur permettraient de faire vivre leurs familles pendant cinq ans, au cours de leurs nombreux déplacements clandestins depuis la Provence et la Côte d'Azur jusque dans les montagnes du Haut-Jura.

³⁷ I. Meinen, *La Shoah...*, *op. cit.*, p. 170.

Sonia avait elle aussi à sa disposition un actif immédiatement mobilisable, mais qui devait être déjà assez diminué lorsqu'elle entra dans la clandestinité. Si elle n'a jamais livré à sa famille beaucoup de détails sur sa vie cachée, elle a toutefois révélé les énormes difficultés financières qu'avait occasionnées son hébergement, à tel point qu'au moment de la Libération, elle n'avait plus aucune ressource et que, disait-elle souvent, elle n'aurait pas pu survivre quelques semaines de plus. Les économies qu'elle avait réalisées depuis son arrivée en Belgique lui permirent cependant de pourvoir à son entretien et à celui de sa mère. Elle dut aussi contribuer à ses dépenses alimentaires alors qu'elle n'avait pas accès aux tickets de rationnement qu'elle ne pouvait plus retirer aux points de distribution. L'achat de denrées au marché noir – une dépense très onéreuse – était quasiment la seule option, qui n'était pas sans risque pour sa logeuse.

Les ressources économiques très faibles des Juifs cachés en Belgique³⁸ laissent supposer que leurs sauveteurs n'agissaient pas dans l'espoir d'un profit personnel. Il est vrai que des abus furent commis, et Bob Moore parle d'exploitation, d'abus sexuel, de chantage, ou encore de conversions forcées d'enfants cachés³⁹ qu'il ne faut pas minimiser, mais pour Snyder, les aidants, à l'opposé des collaborateurs, des indicateurs et des mouchards, ne se sont jamais enrichis⁴⁰. Les Juifs cachés ou en fuite n'auraient certainement pas été en mesure de compenser qui que ce soit. Mais si le risque pris par les sauveteurs était bien supérieur au gain potentiel, comment expliquer leur démarche ? Un article paru en réponse aux recherches quantitatives de Tammes en 2007 parle des études « qualitatives » qui ont été menées sur la question des intentions des aidants. Les auteurs citent une

³⁸ *Ibid.*, p. 217.

³⁹ B. Moore, « The Rescue... », *op. cit.*, p. 393.

⁴⁰ T. Snyder, *Black Earth...*, *op. cit.*, p. 317.

chercheuse, Nechama Tec, qui publia en 1986 les résultats de son enquête d'histoire orale sur les sauveteurs de Juifs en Pologne. Cette sociologue analyse les caractéristiques de « personnalité » des sauveteurs interviewés, comme l'autonomie et l'engagement. C'est ce qu'on appellerait à l'heure actuelle « l'agentivité » (*agency*), ou le pouvoir d'agir sur le monde : « *Her analysis suggests "individuality" or separateness, independence and self-reliance, and a commitment or duty to help the needy that existed before the war as key characteristics that cut-across other socio-demographic factors.* »⁴¹

C'est bien entendu une réponse parfaitement non scientifique à la question des motivations des aidants, mais peut-être plus satisfaisante, une sorte de « poétique » du sauvetage. Il faudrait ajouter que cette « agentivité » dans l'acte du sauvetage est toujours partagée avec la victime. Les Juifs sauvés le furent aussi parce qu'ils ont été les agents de leur survie.

Se reconstruire ?

Deux mois après la Libération, il restait à Anvers 1.200 Juifs, soit 10 % de la population juive de 1940⁴². Même après la libération de la ville, le déploiement de bombes V, les armes de "vengeance" allemandes, occasionnèrent des pertes considérables dans le grand Anvers entre octobre 1944 et mars 1945, malgré les techniques de défense utilisées par les Alliés pour limiter leur impact⁴³. Le pillage matériel, la privation, la déperdition du

⁴¹ Y. Ben-Shlomo et Z. Ben-Shlomo, « Commentary: From Links to Bond, What Factors Determined the Survival of Jews During the Holocaust? », *International Journal of Epidemiology* 36, 2007, p. 336.

⁴² V. Vanden Daelen, « Returning: Jewish Life in Antwerp in the Aftermath of the Second World War », *European Judaism* 38/2, 2005, p. 28.

⁴³ R.J. Backus, *The Defense of Antwerp against the V-1 Missile*, Colorado (USA), 1965. Thèse non publiée.

capital économique pendant toute la période de l'Occupation, et la difficile reconstruction pendant les années qui suivirent la Libération, laissèrent Sonia dans une situation assez désespérée. Étant propriétaire, elle eut cependant moins de difficulté à récupérer la maison au 96 rue du Pélican que ses frères le logement parisien dont ils étaient locataires. En ce qui concerne la perte de ses biens, de son inventaire et de sa clientèle, elle ne put bien sûr rien réclamer.

La reconnaissance par l'État belge que le génocide des Juifs sous l'occupation nazie n'était pas un simple « crime de guerre » sera longue à venir, et Sonia n'en profita pas. Selon le *Rapport final*, mentionné plus haut, il n'existait pas alors d'aide systématique accordée aux survivants juifs spoliés : « Ils vont devoir obtenir réparation des dommages (matériels) subis, par voie judiciaire et de leur propre initiative. »⁴⁴ En France, la famille de Sonia déposa à plusieurs reprises, entre 1947 et 2005, des dossiers d'indemnisation auprès des gouvernements français et allemands. Sonia fit également une demande auprès des autorités belges après les accords de réparation avec le gouvernement allemand, et obtint une maigre compensation. Elle reprit ses activités et put rouvrir son magasin sous la même enseigne qu'avant-guerre.

Après la mort de sa mère Tsipa en 1953, Sonia, incapable de gérer seule son entreprise et manquant de ressources, fit appel à son frère Yossif et à sa belle-sœur Goutia, eux aussi spoliés pendant leurs années d'errance en France, sous l'Occupation. Ils la rejoignirent à Anvers et s'y installèrent jusqu'à la mort de Yossif, en 1969. Malgré leurs efforts combinés, il ne leur fut jamais possible de recouvrer les forces et les fonds nécessaires

⁴⁴ N. Wouters, « La reconnaissance d'après-guerre », in R. Van Doorslaer (éd.), *La Belgique docile...*, op. cit., p. 1026.

pour reconstruire le commerce de gros de la rue du Pélican. À la fin de sa vie, Sonia vivait seule, dans une maison délabrée.

Sa détresse ne fut pas uniquement économique : c'est son capital social qui s'était délité, à commencer par son réseau familial. Toute sa parentèle polonaise (le grand-père, les tantes, les cousins qui avaient fui Bialystok pour s'installer à Łódź) fut exterminée dans les camps de la mort. Elle n'avait pas les mots pour exprimer cette perte de plus de 20 personnes assassinées.

Dans le quartier de la rue du Pélican, la « diaspora » des diamantaires fut rapatriée assez rapidement⁴⁵ sans pour autant que la capitale du diamant regagne sa prééminence d'avant-guerre, et les commerces qui dépendaient de cette industrie, comme celui de Sonia, en souffrirent. Les classes défavorisées avaient été les plus touchées et cela changea aussi le climat social, marqué par le déclin des mouvements de gauche auxquels Sonia et sa famille avaient toujours souscrit. Enfin, dans la communauté juive d'Anvers, de nouvelles identités culturelles prenaient forme autour des organisations orthodoxes et sionistes⁴⁶ dont Sonia s'est désolidarisée. Ironiquement, les ressources sociales qui lui avaient permis de faire face à la « catastrophe juive » étaient à présent la raison de son isolement.

À l'enterrement de Sonia, le 29 août 1973, sa nièce Edith rencontra madame Van G. pour la première fois. Rien ne fut dit.

⁴⁵ V. Vanden Daelen, « Returning... », *op. cit.*, p. 34.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 37-38.